

# L'ALENA ET SES PROBLÈMES



Création	1 <sup>er</sup> janvier 1994
Dissolution	1 <sup>er</sup> juillet 2020
Type	Zone de libre-échange
Siège	Ottawa <a href="#">Washington</a> Mexico
Langue	Anglais Français Espagnol
<b>Organisation</b>	
Membres	Canada États-Unis Mexique
<i>a remplacé : Accord de libre-échange canado-américain (ALE)      remplacé par : Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM)</i>	

Document 1 : photomontage publié en 2012, « 20 ans de succès indéniables pour l'ALENA ».



De haut en bas :

- drapeau des Etats-Unis avec « export » écrit en diagonale
  - drapeau du Mexique (« import »)
  - drapeau du Canada (« import »)

Source : site internet d'une association d'hommes d'affaires étatsuniens (*Free Enterprise*) soutenue par la Chambre de Commerce des Etats-Unis

# Les Etats-Unis dans l'ALENA (2010)

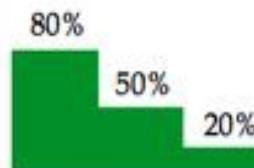
## Deux partenaires économiques

- ALENA (Accords de libre échange nord-américain)
- Canada
- Mexique

## Aux flux importants

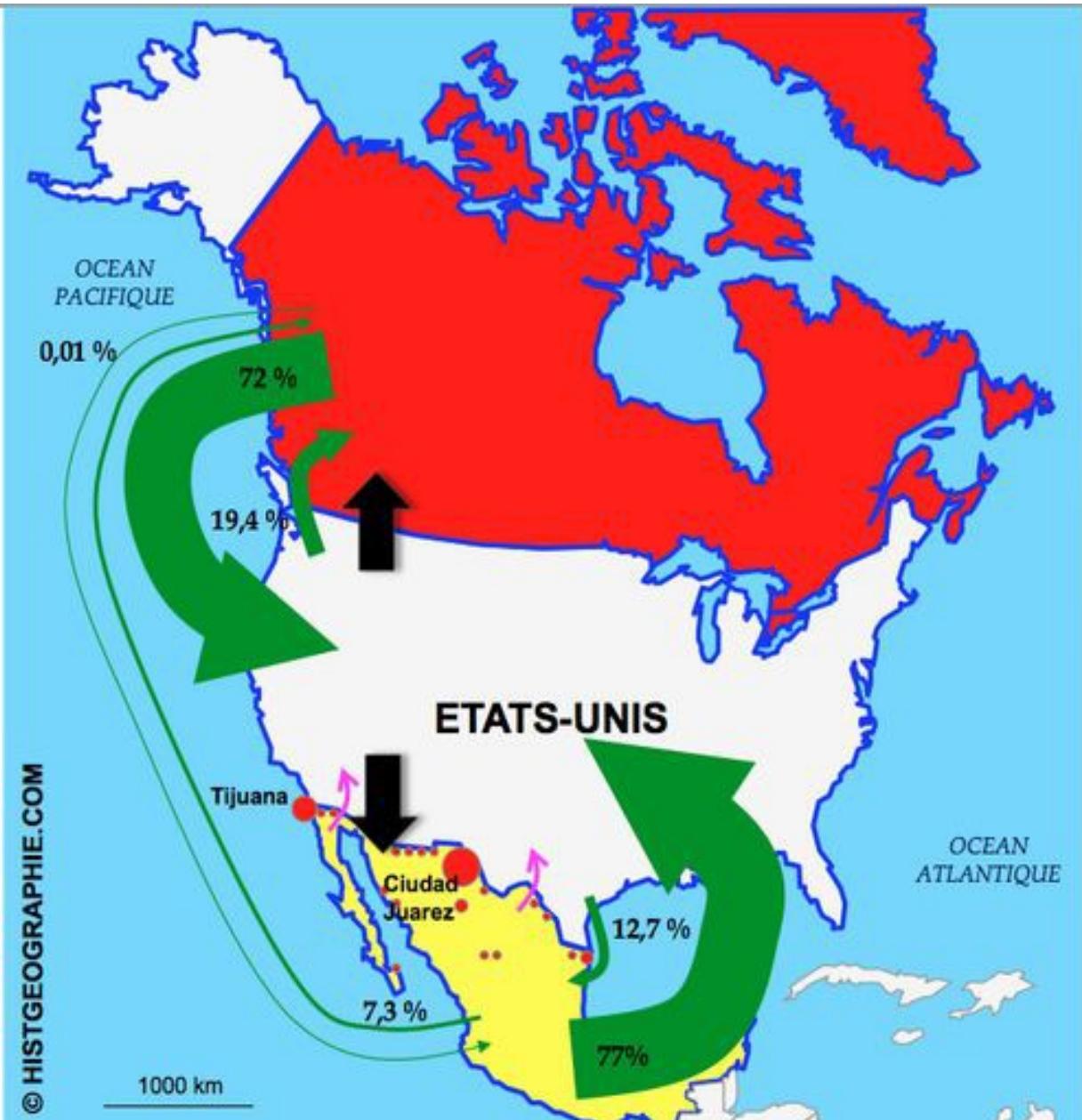
- IDE > 60 milliards \$
- Flux d'immigration clandestine

Part de la valeur des exportations au sein de l'ALENA par rapport à la valeur totale exportée :



## Les maquiladoras

Villes mexicaines selon le nombre d'emplois des maquiladoras



Source: C. Ghorra-Gobin, Etats-Unis/Canada, regards croisés, Documentation photographique n°8092, 2013

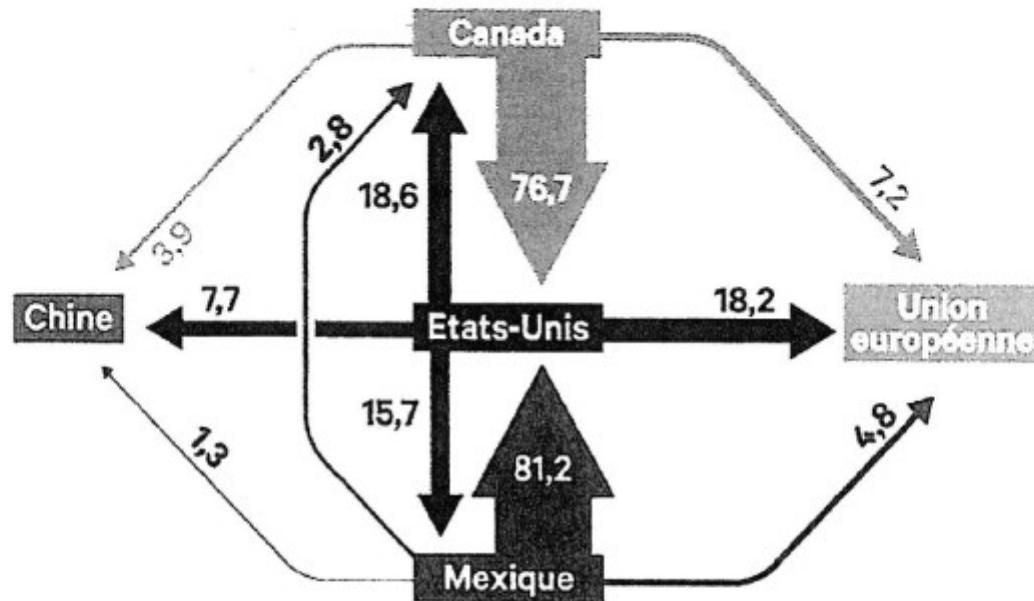
Une association pas toujours équilibrée...

Le Mexique joue gros : les Etats-Unis sont le premier partenaire commercial du pays. Plus de 80 % de ses exportations sont destinées au voisin du nord, soit près du tiers de son PIB, tandis que les exportations américaines vers le Mexique ne représentent que 1,5 % du PIB des Etats-Unis. Plus de la moitié (52 %) des investissements étrangers vient des Etats-Unis (15,8 milliards de dollars en 2015), selon le ministère mexicain de l'économie. De 1999 à septembre 2016, les entreprises américaines ont investi 209,8 milliards de dollars, contre 16,6 milliards de dollars pour les entreprises mexicaines aux Etats-Unis. De plus, 49 % de ces investissements ont été réalisés dans les secteurs industriels, 16 % dans les services financiers et l'assurance, 11 % dans le commerce. Le reste dans l'hôtellerie-restauration et l'immobilier.

*Le monde* janvier 2017

## Document 1 : les exportations de marchandises des pays membres de l'ALENA

a) En % des exportations de chaque pays membre de l'Alena en 2015



Source : //www.lesechos.fr/monde/ameriques/

b) En valeur des exportations de chaque pays membre de l'ALENA en 2015 (en millions de dollars US)

ETATS-UNIS	1 504 914
CANADA	408 475
MEXIQUE	380 772

Source : OMC "L'examen statistique du commerce mondial 2016".

Le gouvernement canadien est de plus en plus convaincu que Donald Trump annoncera prochainement qu'il retire les Etats-Unis de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) a-t-on appris aujourd'hui auprès de deux sources gouvernementales. Cette annonce, ajoute-t-on de même source, pourrait intervenir dès la fin du mois, à la reprise des discussions entre négociateurs des Etats-Unis, du Canada et du Mexique sur la modernisation de ce traité entré en vigueur en 1994. (...) Les négociateurs canadiens jugent cependant qu'une annonce de retrait pourrait n'être qu'un coup tactique joué par Trump et ils doutent par ailleurs que le Congrès des Etats-Unis validerait une telle initiative.

*Le Figaro* 10 janvier 2018

## **Libre-échange : l'accord entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique éloigne le spectre d'une nouvelle guerre commerciale**

Le Mexique et les démocrates américains sont parvenus à un compromis sur le volet social du texte, ce qui ouvre la voie à une ratification dans les trois pays.

Donald Trump voulait un accord, pour montrer qu'il sait conclure les guerres commerciales, alors que celle avec la Chine n'en finit pas. Les démocrates américains aussi, soucieux de montrer qu'ils ne sont pas obsédés uniquement par la procédure de destitution du président et sont capables de travailler pour leurs électeurs. Le Mexique et le Canada encore plus, impatients de retrouver de la stabilité dans leurs relations commerciales avec leur premier partenaire économique. Mardi 10 décembre, à Mexico, les négociateurs des trois pays ont enfin signé un traité de libre-échange entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada baptisé « USMCA » (« ACEUM », en français).

Ce texte amende l'accord scellé en 2018, mais que les démocrates américains n'avaient pas voulu ratifier après leur victoire, cette année-là, aux élections de mi-mandat, en novembre. Après des mois de négociations avec le représentant américain pour le commerce, Robert Lighthizer, la speaker (présidente) de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a donné son feu vert. Estimant avoir eu assez de concessions, l'élue démocrate de Californie a salué une « victoire pour les travailleurs américains ».

Deux sujets étaient particulièrement sensibles. D'abord, les règles d'origine dans l'automobile. M. Lighthizer avait demandé d'inclure les notions de « fondus et coulés » en Amérique du Nord concernant l'acier et l'aluminium des voitures, dont 70 % doivent provenir de la région. Mexico a cédé, obtenant néanmoins un délai d'application de sept ans pour l'acier et de dix ans pour l'aluminium. Cette règle sera difficile à respecter pour les constructeurs asiatiques installés au Mexique (Kia, Nissan, Mazda...).

Ensuite, la réforme du droit du travail mexicain, prévue par l'USMCA : début décembre, Mexico avait rejeté la présence d'inspecteurs américains sur son territoire pour vérifier son application. Soucieux de réduire l'avantage compétitif mexicain, les élus démocrates des Etats-Unis voulaient s'assurer de la mise en place d'une vraie liberté syndicale et de la hausse des salaires horaires des ouvriers mexicains du secteur.

Mexico s'y est opposé pour des questions de « souveraineté nationale », mais a proposé, en contrepartie, que des contrôles soient effectués par des « panels spéciaux d'arbitrage » indépendants. L'idée a été acceptée par la Fédération américaine du travail (AFL-CIO), principal syndicat du pays, traditionnellement hostile aux traités de libre-échange, débloquant l'accord des démocrates.

## Donald Trump veut « mettre fin » à l'Aléna rapidement

Le président américain souhaite voir disparaître l'accord de libre-échange remontant à 1994 avec le Mexique et le Canada, qu'il qualifie régulièrement de « pire accord jamais signé », en faveur du nouveau traité négocié difficilement avec ses voisins nord-américains ces derniers mois.

Le Monde avec AFP Publié le 02 décembre 2018

(...) Lors de sa signature à Buenos Aires, une victoire pour lui après des mois de négociations tendues, M. Trump avait qualifié le nouvel accord de « tellement meilleur que l'Aléna », qu'il juge « désastreux » pour l'économie américaine, l'accusant d'avoir fait perdre des millions d'emplois notamment dans l'automobile.

L'AEUMC prévoit pour le secteur automobile des règles incitant à se fournir en matériaux et composants aux Etats-Unis et une clause forçant le Mexique à augmenter les salariés du secteur. « Il sera mis fin (à l'Aléna) et le Congrès aura le choix entre l'AEUMC ou la situation d'avant l'Aléna, qui fonctionnait très bien », a poursuivi le président républicain.

# L'échec de la ZLEA



www.ftaa-alca.org/alca\_f.asp

éconoclaste hist immed Hist Images Diplo Le Monde.fr LIVRES S Liturgie alb CNRD

## Zone de libre-échange des Amériques - ZLEA

Bienvenue au site officiel de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)

Thèmes de la ZLEA

- Accès aux Marchés
- Agriculture
- Marchés publics
- Investissement
- Politique de concurrence
- Droits de propriété intellectuelle
- Services
- Règlement des différends
- Subventions, antidumping et droits compensateurs
- Economies de petite taille
- Société civile
- Questions institutionnelles
- Commerce électronique

Villes candidates pour le secrétariat de la ZLEA (in English | en español)

Quoi de NEUF?

Communiqué conjoint des co-présidents (in English | en español) 24 Février 2005

Pour voir une liste des mises à jour récentes cliquez ici

Nous reconnaissons et accueillons l'intérêt et les préoccupations exprimées par les différents secteurs de la société en relation à la ZLEA. Le secteur des affaires et autres secteurs productifs, du travail, de l'environnement et des universités ont été particulièrement actifs dans ce domaine. Nous encourageons ces secteurs ainsi que les autres secteurs de la société civile, à présenter leurs points de vue... ".  
Ministres responsables du commerce des pays de la ZLEA, San José, Costa Rica, mars 1998.

Pays Plan du site

Windows Internet Explorer Firefox

# ZLEA